

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 mai 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 15 mai 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, à vous-même et aux membres du Conseil de sécurité, les propositions communes de l'Ouganda et du Rwanda sur les moyens de faire avancer le processus de paix en République démocratique du Congo (voir annexe).

Le document commun ci-joint a été signé par le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de l'Ouganda et le Ministre des affaires étrangères de la République du Rwanda.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Anastase **Gasana**



**Annexe à la lettre datée du 15 mai 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Rwanda
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Propositions communes de l'Ouganda et du Rwanda
sur les moyens de faire avancer le processus de paix
en République démocratique du Congo**

I. Introduction

1. Le Ministre des affaires étrangères de la République du Rwanda, André Bumaya, et le Troisième Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République de l'Ouganda, James Wapakabulo, se sont rencontrés à Kibuye (Rwanda) les 1er et 2 mai 2002 dans le cadre du suivi de l'accord d'entente sur les moyens de faire avancer le processus de paix en République démocratique du Congo, en date du 26 avril 2002.
2. Les Ministres ont examiné les propositions du Président Thabo Mbeki du 12 avril, ainsi que les accords d'entente entre le Gouvernement de la République démocratique du Congo et le Mouvement de libération du Congo (MLC) et l'Alliance pour la préservation du dialogue intercongolais, en date du 19 avril 2002 et du 25 avril 2002 respectivement.
3. Les Ministres ont réaffirmé la nécessité de soutenir les efforts menés par toutes les parties congolaises et par la facilitation afin de parvenir à un accord sur les institutions qui permettront d'assurer une transition stable, sûre et réussie en République démocratique du Congo.
4. Ils ont en outre réaffirmé l'importance des principes clefs ci-après qui doivent guider le dialogue intercongolais : **partage du pouvoir** dans toutes les institutions de l'État, **séparation des pouvoirs** et **participation sans exclusive**.
5. Les Ministres ont pris note des 37 résolutions qui ont été adoptées par toutes les parties en plénière, à Sun City, dans les domaines de la défense, de l'économie, des affaires sociales et humanitaires et de la réconciliation nationale. Ils ont par conséquent examiné et adopté des recommandations concernant, essentiellement, le partage du pouvoir dans les institutions de transition.

II. Pouvoir exécutif

Conseil d'État de la République

6. Les Ministres ont examiné les diverses propositions concernant le Conseil d'État et recommandé que celui-ci se compose comme suit : le Président de la République, qui en assumerait la présidence, deux vice-présidents (choisis parmi les membres du RCD et du MLC) et le Premier Ministre (provenant de l'opposition non armée). Lorsque le poste de président, de vice-président ou de premier ministre devient vacant, le groupe qui détient le portefeuille correspondant y présente un candidat. Le Conseil d'État devrait, dans la mesure du possible, prendre ses décisions par voie de consensus; s'il n'arrive pas à un consensus, il procède à un vote.

7. Les Ministres ont également recommandé que le Président convoque les réunions du Conseil d'État. Le Conseil d'État devrait se réunir au moins une fois par mois ou aussi souvent que le demandent les vice-présidents. En cas d'absence du chef de l'État, le Conseil d'État décide qui doit agir à sa place.

8. Les Ministres ont en outre recommandé que le mandat du Conseil d'État comprenne les éléments suivants :

- Déclaration de guerre
- Commandement et déploiement des forces armées
- Nomination des officiers supérieurs
- Proclamation de la loi martiale
- Proclamation de l'état d'urgence
- Mesures en vue de l'application de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka par la République démocratique du Congo, y compris des activités de désarmement, démobilisation, réinsertion, rapatriement ou réinstallation (DDRRR) et du retrait de toutes les forces étrangères
- Réunification du pays
- Formation d'une nouvelle armée
- Retour en toute sécurité des réfugiés et des déplacés
- Droit de tous les Congolais à la liberté de mouvement, de communication et de pensée
- Questions concernant l'administration territoriale
- Approbation de la Constitution de transition

Président

9. Les Ministres ont pris note des diverses propositions concernant la présidence et recommandé que le Président Kabila reste chef de l'État et Président du Conseil d'État au cours de la période de transition. Le Président, en particulier :

- a) Approuve et signe les lois;
- b) Nomme, accrédite et reçoit les ambassadeurs, plénipotentiaires, représentants diplomatiques et autres membres du corps diplomatique et du corps consulaire;
- c) Procède aux nominations nécessaires en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi;
- d) Gracie les condamnés ou commue leurs peines, soit inconditionnellement, soit aux conditions qu'il juge appropriées, et peut suspendre les amendes ou les peines;
- e) Confère des distinctions honorifiques;
- f) Signifie les résultats du vote sur une motion de censure.

Vice-Présidents

10. Les Ministres ont recommandé que l'on laisse le MLC et le RCD s'entendre sur les portefeuilles à confier aux vice-présidents.

Premier Ministre

11. Les Ministres ont recommandé que le Premier Ministre coordonne les affaires du Gouvernement. À cette fin, le Premier Ministre :

- a) Préside le Conseil de cabinet;
- b) Reçoit et nomme les membres du gouvernement dont la candidature a été présentée par les parties au dialogue intercongolais;
- c) Fait rapport au Conseil d'État.

Membres du gouvernement

12. Les Ministres ont examiné les diverses propositions concernant les membres du gouvernement et identifié les catégories de ministères ci-après qui revêtent une importance fondamentale pour la période de transition :

Catégorie I : Souveraineté

Défense
Sécurité
Affaires étrangères/Politique étrangère
Affaires intérieures
Justice

Catégorie II : Économie/Développement

Finances
Mines
Tourisme, commerce et industrie
Infrastructure économique
Agriculture, etc.

Catégorie III : Affaires sociales et mobilisation

Éducation
Santé
Condition féminine, jeunesse, etc.
Information
Arts et culture
Affaires constitutionnelles, etc.

13. Les Ministres ont également identifié les principes ci-après pour la nomination des membres du gouvernement :

- a) Les ministères relevant de la catégorie I seront détenus par l'actuel Gouvernement de la République démocratique du Congo, le MLC et le RCD, qui en auront au moins un chacun.

b) Ministères de la catégorie II – L'actuel Gouvernement de la République démocratique du Congo, le MLC et le RCD devraient détenir chacun au moins un des portefeuilles économiques relevant de cette catégorie. Les autres ministères de cette catégorie devraient être répartis sur la base d'une formule à convenir par les parties au dialogue intercongolais;

c) Les portefeuilles de la catégorie III seront attribués aux parties au dialogue intercongolais selon des modalités dont celles-ci devront convenir entre elles.

Institutions spéciales ou indépendantes

14. La société civile devrait uniquement être prise en compte pour les institutions indépendantes et spéciales telles que la Commission des droits de l'homme, la Commission Vérité et réconciliation, la Commission électorale et le Conseil supérieur des médias. Une commission constitutionnelle devrait être établie avec le mandat et les termes de référence déterminés par le Conseil d'État et l'Assemblée nationale.

Conseil de la défense

15. Les Ministres ont examiné les propositions concernant le Conseil de la défense et adopté les recommandations ci-après :

a) Le Conseil de la défense donne des avis au Conseil d'État sur toutes les questions relatives à la défense et à la sécurité;

b) Pour assurer la stabilité au cours de la période de transition, la composition, la structure et le commandement de la nouvelle armée nationale devraient refléter l'équilibre des forces des signataires congolais de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka;

c) La composition et les procédures du Conseil de la défense sont définies par les parties au dialogue intercongolais avant la mise en place de l'Administration de transition;

d) Le Conseil de la défense rend compte au Conseil d'État.

III. Pouvoir législatif

16. Les Ministres ont examiné les propositions relatives au pouvoir législatif et recommandé les principes ci-après :

a) Le nombre des membres de l'Assemblée nationale est fixé par les parties au dialogue intercongolais;

b) Participation sans exclusive – La composition de l'Assemblée nationale est fondée sur le principe de la participation sans exclusive, compte tenu des considérations de coût, de l'équilibre à établir entre les forces (force relative et statut) et des préoccupations des femmes, des jeunes et d'autres groupes marginalisés;

c) Représentation régionale – En proposant la candidature de membres à l'Assemblée nationale, les groupes devront tenir compte de la question de la représentation régionale.

17. Les Ministres ont examiné la question des relations entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée nationale et ont formulé les recommandations ci-après :

a) L'Assemblée nationale devrait exercer un rôle de supervision de l'exécutif, sans toutefois paralyser le fonctionnement du Gouvernement;

b) L'Assemblée nationale devrait avoir le pouvoir de censurer, par une décision prise à la majorité des deux tiers de ses membres, le Premier Ministre ou des membres du gouvernement, spécifiquement pour cause d'abus de pouvoir ou de haute trahison. En pareil cas, la décision prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'alinéa f) du paragraphe 9;

c) L'Assemblée nationale devrait avoir le pouvoir d'approuver la nomination de membres des institutions spéciales ou indépendantes.

18. Les Ministres ont recommandé que l'Assemblée nationale élise son président à partir d'une liste de noms présentée par la société civile. Ils ont recommandé en outre que le Président de l'Assemblée nationale soit secondé par trois adjoints provenant de l'actuel Gouvernement de la République démocratique du Congo, du MLC et du RCD. Le Bureau, composé du Président et de ses adjoints, désigne les principaux responsables de l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale peut mettre fin aux fonctions du Président et/ou d'un de ses adjoints sur la base d'une résolution de l'Assemblée adoptée à la majorité des deux tiers au moins de ses membres.

IV. Pouvoir judiciaire

19. Les Ministres ont examiné les diverses propositions concernant le pouvoir judiciaire et ont recommandé que le Conseil d'État présente à l'Assemblée nationale des recommandations concernant le nombre de juges de la Cour suprême et les procédures relatives à leur nomination. Le Président de la Cour suprême et son adjoint devraient être nommés à partir d'une liste présentée par le Conseil d'État.

20. Les Ministres ont lancé un nouvel appel à la communauté internationale pour qu'elle continue à soutenir la recherche d'une solution globale et inclusive au problème congolais, compte tenu du caractère unique et de la complexité de la situation.

21. Les Ministres sont convenus d'user de leurs bons offices pour convaincre leurs alliés respectifs de respecter ces propositions.

22. Enfin, les Ministres ont convenu que les Présidents de l'Ouganda et du Rwanda devraient faire part de leurs recommandations au Président Thabo Mbeki et au Facilitateur, Sir Ketumire Masire.

Le Troisième Vice-Premier Ministre
et Ministre des affaires étrangères
de la République de l'Ouganda
(Signé) James **Wapakabulo**

Le Ministre des affaires étrangères
et de la coopération régionale
République du Rwanda
(Signé) André **Bumaya**

Fait à Kibuye (Rwanda), le 2 mai 2002